



PREFECTURE DE L'ARDECHE



Direction départementale  
de l'agriculture  
et de la forêt  
de l'Ardèche

Service forêt eau environnement

7, Bd du Lycée  
B.P. 719  
07007 PRIVAS CEDEX  
Tél. : 04 75 66 70 00  
Fax : 04 75 66 70 94

*Le Préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite,*

VU le code rural, notamment son titre troisième du livre premier et son titre troisième du livre deuxième nouveau,

VU le code de l'environnement,

VU la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique,

VU la pétition en date du 10 janvier 2002 par laquelle MM. Paul et Frédéric DUMAS demandent la réglementation de leur droit d'eau fondé en titre relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique de la rivière « Ardèche » sur le territoire des communes de LALEVADE D'ARDECHE et PONT DE LABEAUME,

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 10 juillet 2003,

VU le rapport et les propositions des ingénieurs du service instructeur en date du 3 octobre 2003,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – Droit fondé en titre**

MM. Paul et Frédéric DUMAS sont fondés, dans les conditions du présent règlement, à disposer de l'énergie de la rivière « Ardèche », code hydrologique V 50040, pour la mise en jeu d'une entreprise, le moulin de Bayzan, située sur le territoire des communes de LALEVADE D'ARDECHE et PONT DE LABEAUME (département de l'Ardèche) et destinée à la production d'énergie hydroélectrique en vue de sa vente à EDF.

La puissance maximale brute hydraulique fondée en titre calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale brute est fixée à 268,77 kW, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, du débit moyen turbinable et des pertes de charges, à une puissance normale disponible de 105 kW.

## **ARTICLE 2 – Section aménagée**

Les eaux seront dérivées au moyen d'un ouvrage situé au PK 907,50 créant une retenue à la cote 280,32 m NGF.

Elles seront restituées à la rivière au PK 908, à la cote 272,19 m NGF.

La hauteur de chute brute maximale fondée en titre sera de 8,13 m (pour le débit dérivé fondé en titre).

La longueur du lit court-circuité est de 500 m.

## **ARTICLE 3 – Caractéristiques de la prise d'eau**

Le niveau de la retenue est fixé comme suit :

Niveau normal d'exploitation : 280,32 m NGF

Le débit maximal fondé en titre de la dérivation sera de 3,37 mètres cubes par seconde.

Le dispositif de mesure ou d'évaluation du débit turbiné sera constitué par la tenue d'un registre des débit dérivés. Les données correspondantes doivent être conservées 3 ans et tenues à la disposition de l'autorité administrative.

Le débit à maintenir dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 1,18 m<sup>3</sup>/s du 15 septembre au 15 juin et 3,18 m<sup>3</sup>/s du 15 juin au 15 septembre, ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à ces chiffres.

Les valeurs retenues pour le débit maximal de la dérivation et les débits à maintenir dans la rivière (débit réservé), seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

Un droit d'irrigation est attaché au droit d'eau usinier au profit du syndicat de la béalière de Fabrias. Ce droit d'eau irrigation est égal à 350 l/s du 15 mars au 15 septembre et 250 l/s du 15 septembre au 15 mars de chaque année.

Le syndicat de la béalière de Fabrias sera tenu de respecter un débit réservé égal à 1,18 m<sup>3</sup>/s.

## **ARTICLE 4 – Caractéristiques du barrage**

Le barrage de prise aura les caractéristiques suivantes :

Type : pierres maçonnées sur 20,70 m de longueur, appuyé sur un rocher de 5,70 m de longueur dans sa partie rive gauche. La longueur totale est de 26,40 m. A la suite une brèche de 12 m de longueur existe entre 2 rochers. La partie rive gauche du cours d'eau non concernée par le barrage a une longueur de 42 m.



Hauteur au-dessus du terrain naturel :	2,40 m
Longueur en crête :	26,40 m (20,70 + 5,70)
Largeur en crête :	2,50 m
Cote NGF de la crête du barrage :	280,32 m NGF

Autres dispositions :

Les caractéristiques principales de la retenue sont les suivantes :

Surface de la retenue au niveau normal d'exploitation	: 600 m <sup>2</sup>
Capacité de la retenue au niveau normal d'exploitation	: 600 m <sup>3</sup>

#### **ARTICLE 5 – Evacuateur de crues, dispositifs de prise et de mesure du débit à maintenir.**

- a) Le déversoir sera constitué par le barrage lui-même  
Il aura une longueur minimale de 26,40 m  
Sa crête sera arasée à la cote 280,32 NGF. Une échelle limnimétrique rattachée au nivellement général de la France sera scellée à proximité du déversoir ;
- Le dispositif assurant les débits à maintenir dans la rivière (débit réservé) et de mesure ou d'évaluation de ces débits sera constitué par la brèche existante au droit de la rive gauche du seuil munie d'une réglette métallique graduée.

#### **ARTICLE 6 – Canaux de décharge et de fuite**

Les canaux de décharge et de fuite seront disposés de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent débiter et à ne pas aggraver l'érosion naturelle, non seulement à l'aval des ouvrages, mais également à l'amont.

#### **ARTICLE 7 – Mesures de sauvegarde**

Les eaux devront être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L 211.1 du code de l'environnement.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police de l'eau, les permissionnaires seront tenus en particulier de se conformer aux dispositions ci-après :

- a) dispositions relatives aux divers usages de l'eau énumérés ci-dessus :
- les permissionnaires prendront les dispositions suivantes : le fonctionnement par éclusées est interdit.
- b) dispositions relatives à la conservation, à la reproduction et à la circulation du poisson :
- les permissionnaires établiront et entretiendront des dispositifs destinés à assurer la circulation du poisson et à éviter sa pénétration dans les canaux d'amenée et de fuite. Les emplacements et les caractéristiques de ces dispositifs seront les suivants :
- dégrilleur à l'entrée des turbines muni de barreaux dont l'espacement entre chaque barreau ne devra pas dépasser 16 mm.

### **ARTICLE 8 – Repère**

Il sera posé, aux frais des permissionnaires, en un point qui sera désigné par le service chargé de la police de l'eau, un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la France et associé à une échelle limnimétrique scellée à proximité.

Cette échelle, dont le zéro indiquera le niveau normal d'exploitation de la retenue, devra toujours rester accessible aux agents de l'administration ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

Elle demeurera visible aux tiers.

Les permissionnaires seront responsables de sa conservation.

### **ARTICLE 9 - Obligations de mesures à la charge des permissionnaires**

Les permissionnaires sont tenus d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation prévus aux articles 3, 5, 7 et 8, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L 214.8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 10 - Manœuvre des vannes de décharge et autres ouvrages**

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Les permissionnaires seront tenus dans ce but de manœuvrer, en temps opportun, les ouvrages de décharge.

Le niveau de la retenue ne devra pas dépasser le niveau des plus hautes eaux, ni être inférieur au niveau minimal d'exploitation sauf travaux, chasses ou vidanges.

Les permissionnaires devront, de la même façon, manœuvrer les ouvrages prévus aux articles 3 et 5 pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transmission des eaux soient respectées.

Dès que les eaux s'abaisseront dans le bief au-dessous du niveau normal d'exploitation, les permissionnaires seront tenus de réduire ou d'interrompre le fonctionnement de la prise d'eau.

Ils seront responsables de l'abaissement des eaux tant que le prélèvement n'aura pas cessé.

En cas de négligence des permissionnaires ou de leur refus d'exécuter les manoeuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à leurs frais, soit par le maire de la commune, soit par le préfet, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait leur être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de leur refus ou de leur négligence.

Le cas échéant, le service chargé de la police de l'eau réglementera les chasses et les vidanges de la retenue.

### **ARTICLE 11 - chasses de dégravages**

Néant.



### **ARTICLE 12 - Vidanges**

L'exploitant pourra pratiquer des vidanges de la retenue dans les conditions ci-après :

Préalablement à toute opération de vidange ou d'abaissement du niveau de l'eau, que ce soit dans la retenue ou les canaux d'amenée et de fuite, les permissionnaires informeront le service chargé de la police de l'eau de la motivation de l'opération, de la date de l'intervention et de sa durée ; ils énonceront les mesures qui seront mises en œuvre pour protéger la faune piscicole pendant l'opération.

La vidange ne pourra être mise en œuvre qu'après accord du service chargé de la police de l'eau et de la pêche.

### **ARTICLE 13 - Manoeuvres relatives à la navigation**

Néant.

### **ARTICLE 14 - Entretien de la retenue et du lit du cours d'eau :**

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le Préfet, les permissionnaires seront tenus d'effectuer le curage de la retenue dans toute la longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise et la restitution, sauf l'application des anciens règlements ou usages locaux, et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les matériaux extraits ne pourront pas être réutilisés comme matériaux de carrière et devront être restitués au lit du cours d'eau dans des conditions à préciser à chaque opération.

En cas de non restitution dans le lit du cours d'eau, ils pourront être mis en dépôt en un lieu à préciser par les permissionnaires, sous réserve de l'accord du service chargé de la police des eaux après consultation du service chargé de la police de la pêche et, s'il y a lieu, du service chargé de la police de la navigation.

Lorsque la retenue ou le cours d'eau ne seront pas la propriété exclusive des permissionnaires, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun dans la partie du lit lui appartenant.

Toutes dispositions devront en outre être prises par les permissionnaires pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturels, notamment en considération des articles 114, 115 et 116 du code rural.

### **ARTICLE 15 - Observation des règlements**

Les permissionnaires sont tenus de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

### **ARTICLE 16 - Entretien des installations**

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais des permissionnaires.

### **ARTICLE 17 - Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident - Mesures de sécurité publique :**

Les permissionnaires doivent informer dans les meilleurs délais le préfet et les maires intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'ils en ont connaissance, les permissionnaires sont tenus, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire aux permissionnaires les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévues à l'article 19 ci-après ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité des permissionnaires, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure des permissionnaires sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques des permissionnaires, tout dommage provenant de leur fait sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait leur être intentée.

### **ARTICLE 18 - Réserve des droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 19 - Exécution des travaux - Récolement - Contrôles**

Les agents du service chargé de la police de l'eau et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police de l'eau, auront en permanence libre accès aux ouvrages en exploitation.

Les travaux prévus aux articles 3, 5, 7 et 8 devront être terminés avant la mise en service de l'installation.



Dès l'achèvement des travaux les permissionnaires en avisent le préfet, qui leur fait connaître la date de la visite de récolement des travaux.

Lors du récolement des travaux, procès verbal en est dressé et notifié aux permissionnaires dans les conditions prévues à l'article 6 du décret n° 95.1204 du 6 novembre 1995.

A toute époque, les permissionnaires sont tenus de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police de l'eau ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usinier ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, ils devront les mettre à même de procéder à leur frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

#### **ARTICLE 20 - Clauses de précarité**

Les permissionnaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L 211.3 (1°) et L 214.4 du code de l'environnement, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

#### **ARTICLE 21 – Cession du droit fondé en titre**

Lorsque le bénéfice du droit fondé en titre est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de la réglementation du droit fondé en titre, le nouveau bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

La notification devra comporter une note précisant les capacités techniques et financières du repreneur et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalités prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 et l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 70.414 du 12 mai 1970.

Les permissionnaires doivent, s'ils changent l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

#### **ARTICLE 22 - Mise en chômage**

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent règlement, le préfet met les permissionnaires en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par les bénéficiaires du présent règlement, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'article L 216.1 du code de l'environnement concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension du droit fondé en titre.

Il est rappelé que le contrat d'achat par EDF de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86.203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93.925 du 13 juillet 1993.

### ARTICLE 23 - Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche et le maire des communes de LALEVADE D'ARDECHE et PONT DE LABEAUME sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent règlement, qui sera notifié aux permissionnaires, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairies de LALEVADE D'ARDECHE et PONT DE LABEAUME.


Ampliation en sera également adressée au service chargé de l'électricité.

En outre :

Une copie du présent règlement sera déposée en mairies de LALEVADE D'ARDECHE et PONT DE LABEAUME et pourra y être consultée.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation, par les soins des permissionnaires.

A PRIVAS, le 10 OCT. 2003  
Le Préfet, **Pour le Préfet**  
**Le Secrétaire Général**

  
**Patrick BUTTIN**

Pour ampliation,

A Privas, le 27 octobre 2003

Pour le Directeur Départemental  
de l'Agriculture et de la Forêt  
l'Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts

  
**Anne-Laure SOLEILHAVOULT**

